



25 NOVEMBRE 2017, 11h30 à Jean JAURÈS

Disons enfin STOP AUX VIOLENCES CONTRE LES FEMMES ; RENDONS EFFECTIVE LA FIN DE CES VIOLENCES !

En solidarité avec les femmes du monde entier, avec les victimes du patriarcat, pour la reconnaissance des féminicides, parce que la violence machiste est la première cause de mortalité des femmes de 16 à 44 ans dans le monde, pour ne pas oublier les sœurs Mirabal...

Nous ne nous arrêterons pas tant que nous ne serons pas libérées de la violence des hommes et de genre sous toutes ses formes !

Nous ne nous arrêterons pas face au viol et aux féminicides quotidiens. Nous ne nous arrêterons pas tant que nous ne serons pas libérées du sexisme que nous vivons dans les lieux de travail, du

harcèlement, de la discrimination et de l'abus de pouvoir, mais aussi de la violence de l'exploitation quotidienne et de la précarité. Nous ne nous arrêterons pas tant que nous ne serons pas libérées des violences que nous vivons à cause des compressions budgétaires prévues par les gouvernements nationaux et européens qui appauvrissent nos vies et attaquent les centres contre la violence faite aux femmes. Nous n'arrêterons pas tant que nous ne serons pas à l'abri de la violence dans les médias sociaux et les journaux, qui nous blâment, qui nous victimisent ou qui nomment « crime passionnel » les féminicides ! Nous ne nous arrêterons pas tant que nous ne serons pas libérées de la violence du racisme institutionnel.

Nous ne nous arrêterons pas tant que la justice requalifiera en « atteinte sexuelle » le viol d'une enfant de 11 ans ! Nous ne nous arrêterons pas tant que seulement 1 % des violeurs seront condamnés !

Nous ne nous arrêterons pas et nous sommes des milliers de femmes qui nous mobilisons partout dans le monde !

L'hébergement d'urgence des femmes victimes de violences conjugales remis en question à Toulouse !

Depuis cet été, les dispositifs de mise en sécurité à l'hôtel par le Conseil Départemental ou la ville de Toulouse sont limités à 14 jours pour toutes les femmes victimes de violences conjugales. Et après ? Si elles n'ont ni famille, ni ami-es, il leur reste les halls d'aéroport, cages d'escalier, parcs publics, ou retourner auprès de leur agresseur, l'État ne prenant pas systématiquement le relais !

Pendant que tout le monde se renvoie la balle, ce sont des femmes et des enfants qui sont dans des situations critiques ! Nous exigeons l'augmentation des places en hébergement d'urgence pour permettre à toutes les femmes victimes de violence qui le demandent un toit pour elles et leurs enfants, ainsi que la prise en charge de toutes leurs nuitées d'hôtel dans l'attente d'un logement !

Nous demandons une loi-cadre contre les violences et le sexisme, qui inclut :

- ☞ l'application des lois existantes, le renforcement de l'arsenal juridique, la fin de l'impunité et la protection des victimes
- ☞ la prévention et l'éducation à l'égalité dès le plus jeune âge, au respect et à la vie affective et sexuelle
- ☞ la formation des professionnel·le·s aux violences sexuelles et sexistes.

Nous voulons une éducation, dès la maternelle, prenant en compte : l'égalité entre les filles et les garçons ; la liberté de construire sa propre identité masculine ou féminine ; la déconstruction des stéréotypes et des rôles assignés.

Quelques chiffres

En France, 1 femme sur 2 a déjà subi des violences sexuelles.

Depuis le début de l'année, 112 femmes ont été tuées par leur (ex-)conjoint, 72309 ont été violées et 496960 ont été agressées sexuellement. 164 000 femmes sont concernées par des violences physiques au sein du couple, 33 000 par des violences sexuelles et 26 000 par ces deux types d'agression. Parmi les victimes, une sur quatre se rend au commissariat, 14% portent plainte et 8% déposent une main courante.

Si le 25 novembre a été choisi pour être la journée de lutte contre les violences faites aux femmes, c'est à la suite de l'histoire des sœurs Mirabal. Patria, Minerva et Maria Teresa sont trois sœurs et ont combattu la dictature du président Rafael Trujillo en République dominicaine. Tout commence quand le dictateur tente d'approcher l'aînée, Minerva, qui le repousse invariablement". Étudiante en droit à l'université, elle se révolte peu à peu contre cette dictature et se rapproche des communistes. Résultat, face aux refus de la jeune femme, son père est emprisonné et torturé. Minerva suivra le même chemin. Tout au long de leurs vies, ces trois femmes n'auront eu de cesse de lutter pour les droits des femmes. "Mariées à des opposants, Minerva et Maria Teresa furent à plusieurs reprises emprisonnées, battues et violées. En mai 1960, elles sont condamnées à trois ans de prison pour atteinte à la sécurité de l'État mais sont libérées trois mois plus tard par une grâce présidentielle.

Le 25 novembre 1960, elles rendent visite à leurs époux retenus en prisons et sont arrêtées sur une route de campagne. Elles sont alors massacrées à la machette. Leur meurtre aurait été commandité par le dictateur et exécuté par des militaires. Depuis, les trois sœurs sont devenues des symboles dans leur pays. Le billet de 200 pesos porte leur visage. Et en 1999, l'ONU a instauré le 25 novembre comme étant la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Signataires : APIAF, CLEF Mirail, Les Choréleuses, Marche Mondiale des Femmes, Osez Le Feminisme 31, Planning Familial 31, ATTAC, DAL 31, Ligue des Droits de l'Homme Toulouse, Université Populaire de Toulouse, FSU31, UD CGT31, SUD CT 31, SUD Santé Sociau 31, Union des Etudiant-e-s de Toulouse, Union Syndicale Solidaires 31, EELV Toulouse, Ensemble 31, NPA 31 ...